

L'ASSOCIATION DES ÉPICIERS

En vertu du principe que "l'union fait la force," nous ne saurions trop encourager les membres de la grande corporation des épiciers de s'enrôler dans les rangs de l'ASSOCIATION DES ÉPICIERS DE MONTRÉAL pour y discuter en famille les multiples et importants intérêts communs à la généralité des épiciers.

Pour être à même de rendre des services, pour justifier son existence, il faut que l'Association des Épiciers tienne son influence du grand nombre de ses membres et de la constitution de son bureau de direction.

Actuellement, il faut bien le reconnaître, l'Association des Épiciers de Montréal—nous regrettons bien de le constater, mais cela est devenu nécessaire dans l'intérêt général des épiciers—n'est pas ce qu'elle pourrait, ce qu'elle devrait être; elle souffre d'anémie grave, mais qui n'est pas incurable, il s'en faut de beaucoup.

Cette Association quelque peu remodelée, pourrait, avec l'infusion d'un sang nouveau, un conseil de direction composé d'hommes qualifiés par leur expérience et leur notabilité commerciale, et appuyé de l'influence réelle, indiscutable de chacun de ses membres, cette Association, disons-nous, aurait sur la direction des affaires publiques une influence prépondérante et commanderait l'attention des pouvoirs publics—cela au point de vue général. Au point de vue des intérêts particuliers de l'épicerie de détail, cette Association établie sur des bases solides et sérieuses pourrait rendre de précieux services à ses membres qui, isolés, ne disposent chacun que d'une influence très relative.

Ces réflexions nous sont venues, l'autre soir, au cours de la réunion convoquée pour 8 heures, dans la salle du Monument National, pour affaires importantes, disait l'invitation.

Or, à 8½ heures, le bureau n'était pas arrivé; et à 10 heures et quelques minutes, les conversations privées se poursuivaient à mi-voix, le président n'ayant pas encore ouvert l'assemblée.

Cette manière fantaisiste de procéder n'est pas de nature à encourager l'assistance des anciens ou le recrutement de nouveaux membres. Et nous savons trop tout le bien que cette Association bien dirigée pourrait réaliser dans l'intérêt de ses membres et du public en général

pour ne pas insister sur la nécessité d'une réorganisation du bureau de direction de l'Association des Épiciers de Montréal, réorganisation suivie d'un ralliement général de tous les négociants intéressés à l'épicerie et au commerce de l'alimentation en général.

LA SITUATION DES BANQUES

Nous reproduisons d'autre part, le tableau de la situation des banques au 31 mai dernier, tel que publié par la *Gazette du Canada*.

La situation n'a augmenté que d'environ \$400,000; c'est peu, surtout si l'on se souvient que la navigation, ouverte de très à bonne heure cette année, a provoqué un mouvement de produits plus considérables que d'habitude dans le cours du mois entier. Il y aurait donc lieu de s'étonner de la faiblesse du chiffre ci-dessus si, d'un autre côté, nous n'avions déjà fait remarquer précédemment que la circulation s'était maintenue à un niveau élevé durant le mois d'avril, ce qui indiquerait que le commerce d'exportation avait, cette année, commencé ses achats de bonne heure. La diminution très importante dans les exportations de fromage, en mai dernier, a aussi influé d'une façon notable sur le chiffre de la circulation et, à moins d'un changement radical d'ici à la fin du mois, il en sera de même en juin.

Les dépôts ont augmenté de \$5,200,000 soit de \$2,000,000 pour les dépôts sans intérêts et de \$3,200,000 pour ceux remboursables après avis.

Le montant des dépôts du public dans les banques était, au 31 mai dernier, de \$223,400,000, en augmentation de 23,700,000 sur le chiffre du mois de mai 1897. Pendant les douze mois écoulés on a donc pu économiser beaucoup, grâce aux gains qu'a procurés une année prospère, commercialement et industriellement parlant. Il est fâcheux à tous égards que la progression dans l'augmentation de la population ne soit pas en rapport avec l'accroissement constant de notre production. Nous ne pouvons oublier que, dans toute l'étendue de la Puissance, il reste à exploiter beaucoup plus de richesses qu'il n'en est actuellement tiré de notre sol et de nos forêts. L'argent ne manque pas, comme on peut le voir d'après l'augmentation continue des dépôts dans les banques: ce n'est donc pas là la pierre d'achoppement; car, au contraire, les banques tireraient un meilleur parti des fonds qui leur sont confiés en

les faisant fructifier dans les industries locales, qu'en les plaçant dehors à des taux peu productifs. Actuellement elles ont dans leurs coffres, en espèces et autres valeurs ou placés dans des banques anglaises ou américaines, une somme d'environ \$100,000,000; en outre, elles pourraient émettre encore \$26,000,000 de leurs propres billets en vertu de l'Acte des Banques.

Les banques, il est vrai, doivent toujours avoir en mains des réserves en espèces ou des valeurs immédiatement réalisables pour un assez fort montant, afin de parer aux éventualités des moments critiques; mais il ne faut pas d'exagérations non plus de ce côté. Les crises ne se déclarent pas du jour au lendemain; elles sont précédées de signes précurseurs qui laissent le temps nécessaire de se retourner à ceux qui n'ont pas été par trop imprudents. On peut donc, en temps de belle prospérité, tenir moins de fonds improductifs et aider davantage au développement du commerce et de l'industrie, soit par de nouvelles créations, soit en développant ou en consolidant ce qui existe déjà. Si nos banques pouvaient aider à la création de nouvelles industries qui occuperaient les bras que nos hivers rigoureux laissent oisifs, elles rendraient un signalé service au pays, et à elles-mêmes. Quand nos ports sont fermés à la navigation, quand les glaces arrêtent les pouvoirs d'eau, quand le sol gelé empêche les travaux de terrassement, une quantité considérable d'ouvriers ne travaillent plus, ne gagnent plus.

Ne pourrait-on employer une partie de l'argent improductif des banques à fonder des industries qui occuperaient ces ouvriers durant l'hiver? Telle est la question que nous soumettons à nos banques. A leurs têtes sont des hommes d'affaires, énergiques, entreprenants et en même temps prudents. Mieux que n'importe qui, ils connaissent le pays et ses ressources, et plus que n'importe qui ils connaissent ses besoins. Ils savent que l'hiver ruine l'ouvrier, lui enlève son gain de l'été et le replonge chaque année dans la misère. Cette situation s'attache à une classe trop nombreuse pour que le pays tout entier ne s'en ressente pas: aussi est-il à souhaiter qu'en en arrive au plus tôt à fonder des industries que nous appellerons des industries d'hiver.

Nous constatons une augmentation de \$1,500,000 dans le chiffre des escomptes et avances au commerce qui s'élève à \$223,700,000.

Les prêts sur titres et valeurs sont